

01/2020

## Synthèse de l'actualité internationale de janvier 2020

samedi 1er février 2020, par [Axelle DEGANS](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Axelle DEGANS](#), **Synthèse de l'actualité internationale de janvier 2020**, *Diploweb.com* : la revue géopolitique, 1er février 2020.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Avec nos encouragements à l'approche des écrits, voici une synthèse de l'actualité internationale de janvier 2020 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, suivent la spécialité #HGGSP voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique](#) @diploweb (14 300 followers)**

## **Dernières nouvelles de l'UE à 28 avant sa disparition...le 1er février 2020**

Les députés britanniques votent en janvier 2020 [en faveur du Brexit](#). Ce vote est le produit du referendum de juin 2016 pour [le Brexit](#) et des élections législatives de décembre 2019 qui ont donné une majorité aux tenants du « leave ». C'est une décision historique qui conduit le Royaume-Uni à quitter l'Union européenne au 31 janvier 2020. Les Britanniques vont cependant continuer à suivre [les règles de l'UE](#) pendant la période de transition prévue par l'accord de retrait, jusqu'au 31 décembre 2020.



La reine, Elisabeth II, a promulgué l'accord du Brexit, donnant ainsi son assentiment au départ du Royaume-Uni de [l'Union européenne](#). Nous mesurons encore mal la portée historique de cet acte, comme nous en anticipons très peu ses conséquences. C'est la fin de l'UE-28, formée après l'adhésion de la Croatie, le 1er juillet 2013. [Nous revenons à une autre configuration à 27, sans le Royaume-Uni mais avec la Croatie](#). L'UE a déjà été à 27 - mais avec le Royaume-Uni et sans la Croatie - entre 2007 et 2013. L'UE-27 du 1er février 2020 n'est donc pas composée par les mêmes territoires que celle de 2007-2013. Sans compter que la crise de 2008 est passée par là, avec des modifications significatives de sa nature.

L'Allemagne, malgré une croissance économique en berne, affiche en janvier 2020 un excédent budgétaire de 13,5 milliards d'euros.

La Commission européenne prévoit un « pacte vert » de mille milliards d'euros sur dix ans dont cent milliards seront utilisés pour aider les pays d'Europe centrale et orientale à mener une transition énergétique.

Berlin annonce en janvier 2020 vouloir arrêter ses centrales fonctionnant au charbon d'ici 2038, après avoir, au lendemain de l'incident de Fukushima (2011), décidé de sortir de l'énergie nucléaire. Berlin doit mettre en place un nouveau mix énergétique.

Bruxelles a été prévenue par Donald Trump que les États-Unis veulent négocier avec l'Union un nouvel accord commercial plus favorable à Washington. Plusieurs experts s'attendent à une nouvelle tension commerciale États-Unis / Union européenne, reste à savoir si cet instrument sera utilisé durant la campagne électorale de D. Trump pour sa réélection en novembre 2020, ou après.



### **Le sort des urnes**

À Taïwan, la présidente sortante Tsai Ing-wen est reconduite en janvier 2020 avec un score plus confortable que celui qui lui avait permis d'accéder à la magistrature suprême en 2016. Son parti, le parti démocrate progressiste (DPP) - favorable à l'indépendance vis-à-vis de Pékin - avait pourtant enregistré des scores décevants lors des élections locales de 2018. La crise hongkongaise, la politique très autoritaire de Xi Jinping en Chine continentale inquiètent vivement les Taïwanais. La souveraineté et la démocratie sont des valeurs au cœur de sa campagne, elles lui ont permis cette réélection. La « guerre commerciale » bénéficie en outre à Taipei. Les intérêts géopolitiques et économiques coïncident, ce qui n'est pas toujours le cas car le Guomindang plaide pour un rapprochement avec Pékin au nom d'intérêts économiques bien compris. Cette élection est assez mal prise à Pékin.

En Guinée Bissau, Umaro Sissoco Embaló a remporté en janvier 2020 les élections présidentielles sur fond de crise économique. Il fut le premier ministre de son pays entre 2016 et 2018. Les défis restent immenses dans ce pays très pauvre.

### **Une situation toujours tendue en Amérique latine**

Haïti, faute d'avoir organisé des élections, n'a plus de Parlement au début de l'année 2020. Dix

années après le tremblement de terre qui a frappé ce pays, la crise haïtienne reste multiforme et profonde. C'est un scénario de chaos qui s'est durablement installé, poussant nombre d'Haïtiens à fuir.

Face à son rival Luis Parra soutenu par l'exécutif vénézuélien, Juan Guaido prête serment en janvier 2020 comme président du Parlement. Il est très rapidement reconnu par l'Union européenne, auprès de laquelle il est venu quérir un soutien plus fort.

## **Le bras de fer États-Unis-Iran continue**

[Les États-Unis de l'administration Trump ont développé en janvier 2020 une stratégie de « pression maximale »](#). Face à l'assaut subi par l'ambassade américaine en Irak (cf. celle de Téhéran en 1979), le président américain a choisi une riposte qui a surpris tout le monde : l'élimination ciblée par un drone du général Soleimani, le 3 janvier 2020. Celui-ci n'était pas une « colombe blanche », il était un des principaux conseiller de Bachar el-Assad, on le soupçonne d'avoir été bien plus puissant que ce que trahissent les devants de la scène politique iranienne. Un homme de l'ombre qui tirait les ficelles de la politique iranienne.

En s'attaquant à l'ambassade américaine, par le truchement d'Irakiens chiites, Téhéran a franchi une nouvelle étape dans la confrontation avec les États-Unis, qui ont choisi une réponse d'une très grande fermeté. L'Iran se désengage, en parallèle, progressivement des accords de 2015 sur le nucléaire : réouverture de site d'enrichissement, mise en œuvre de centrifugeuses de nouvelle génération, ouverture d'un site qui travaille sur l'eau lourde ... [Le programme nucléaire iranien se reconstitue. L'Union européenne peut-elle encore jouer son rôle de médiateur ?](#)

Téhéran réagit à la mort du général Soleimani en frappant des bases irakiennes où stationnent des soldats américains, sans faire de victimes, mais un tir abat par erreur un avion ukrainien tuant 176 personnes souvent d'origine iranienne. Le pouvoir est obligé, après de maladroitesses déniégations, de reconnaître son erreur comme le fait d'avoir menti. Cela ranime la colère populaire - déjà sévèrement réprimée en décembre 2019 - qui s'était apaisée après la mort de Soleimani.

Les alliés de Washington sont désorientés. La frappe américaine a été décidée sans les consulter, les rumeurs de retrait des forces américaines du théâtre moyen-oriental les désarçonnent et les privent d'une vision à moyen terme pour cette région. L'annonce de l'allègement du dispositif américain au Sahel risque d'y affaiblir le potentiel d'action de la France. Washington a néanmoins annoncé le maintien d'une coopération militaire avec Bagdad.

## **Les tensions continuent du Maghreb au Moyen-Orient**

L'Hirak s'inscrit dans le temps en Algérie, et ce malgré les élections présidentielles de décembre 2019. En Algérie, au Liban, en Irak les manifestants défilent courant janvier 2020 en agitant leur drapeau national. La société civile commence à faire vaciller les pouvoirs. La répression se fait plus dure.

Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salmane, est soupçonné d'être à l'origine du piratage du smartphone de Jeff Bezos, le patron d'Amazon.

## **Une victoire américaine dans son bras de fer commercial avec la Chine**

En janvier 2020, Washington est parvenu à imposer un nouvel accord commercial à Pékin. La Chine s'engage à acheter 200 milliards de dollars de produits américains supplémentaires, notamment des produits agricoles, en échange de l'absence de nouvelles taxes américaines sur les produits chinois.

La procédure d'« impeachment » contre Donald Trump est enclenchée courant janvier 2020. Elle est motivée par les accords qu'aurait voulu nouer le président américain avec l'Ukraine concernant les affaires menées par le fils de l'ancien vice-président et actuel prétendant à l'investiture démocrate en vue des élections présidentielles, Joe Biden. La procédure a de faibles possibilités d'aboutir en raison d'un Congrès à majorité républicaine, elle s'inscrit aussi dans l'optique des élections présidentielles.

[En Russie, Vladimir Poutine](#) annonce en janvier 2020 une réforme constitutionnelle (qui renforcerait le rôle du parlement), alors qu'il ne peut plus légalement briguer un nouveau mandat présidentiel en 2024. Le Premier ministre Dimitri Medvedev démissionne, le président le remplace par le très effacé Mikhaïl Michouline.

## **Une accalmie dans la crise libyenne ?**

En janvier 2020, la Libye n'a toujours pas retrouvé la paix depuis la mort de son dictateur - Mouammar Kadhafi - en 2011. Une véritable guerre civile déchire le pays entre les partisans de Al Sarraj à la tête du GAN, reconnu par la communauté internationale, et le maréchal Haftar, à la tête de l'ALN, qui a l'appui de plusieurs puissances européennes. Se joue aussi une lutte d'influence interne entre la partie occidentale du pays, la Tripolitaine, et la partie orientale du pays, la Cyrénaïque que représentent ces deux hommes forts de façon respectueuse. Le maréchal Haftar mène depuis le printemps 2019 une offensive pour prendre le contrôle de Tripoli, il a début janvier 2020 remporté la victoire à Syrte, une ville clé. Cette lutte d'influence s'imbrique dans une lutte plus complexe où les forces islamistes et djihadistes sont parties prenantes, comme les puissances régionales : Égypte, EAU pour Haftar, Qatar ou le Soudan, pour Al Sarraj.

[La crise libyenne](#) est très déstabilisatrice pour la région, elle est aussi l'occasion, pour les acteurs extérieurs, de rayonner sur la scène internationale. Ainsi, la Russie soutient Haftar, certes avec un peu moins de vigueur qu'elle ne l'a fait pour le syrien Bachar el-Assad, la Turquie frériste d'Erdogan vient de voter, par voie parlementaire, la possibilité d'intervenir militairement dans ce pays aux côtés d'Al Sarraj en échange d'accords intéressants d'exploitation en mer Méditerranée.

Un cessez-le-feu est négocié en janvier 2020 à Moscou entre Haftar et Al Sarraj, sous l'égide de la Russie et de la Turquie qui se posent en puissance diplomatique de premier plan. Cette accalmie du conflit est la bienvenue pour la population civile dont les conditions de vie sont

très dégradées. Bruxelles n'est pas parvenue à faire asseoir à une même table de négociation les principaux protagonistes de la crise libyenne. Rome n'a pas eu davantage de réussite dans le rôle de faiseur de paix. Moscou et Ankara en sortent grandis, même si aucun accord n'est signé. Berlin réunit les protagonistes libyens, sans inviter la Grèce à la table des négociations, alors que les intérêts d'Athènes sont lésés dans un récent accord signé entre Al Sarraj et la Turquie d'Erdogan concernant l'exploitation des richesses de Méditerranée orientale.

## **Quel avenir pour l'intervention française au Sahel ?**

La France est endeuillée depuis le début du mois de décembre 2019, la mort de treize soldats accélère une réflexion sur son action militaire [au Sahel](#). Celle-ci est de moins en moins soutenue par l'opinion publique en France comme en Afrique où la présence française commence à être assimilée à une action « néocolonialiste ». Alors que [les actions terroristes](#) se multiplient au Sahel, la France cherche un soutien auprès de ses alliés européens, mais l'Allemagne refuse de participer à une force d'intervention commune, une « task force Tabuka » pour l'instant acceptée par la Belgique, le Danemark, l'Estonie, et la république tchèque. La force onusienne Minusma, le G5 Sahel (Burkina Faso, [Mali](#), Mauritanie, Niger, Tchad) montrent en janvier 2020 leurs limites dans l'endiguement du fléau du djihadisme. Le président français Emmanuel Macron réunit le G5 Sahel à Pau pour demander un effort supplémentaire aux partenaires africains engagés dans cette lutte. La France enverra 220 soldats supplémentaires car la situation se dégrade rapidement au Nord du Burkina Faso. Fin janvier 2020, la ministre des Armées, Florence Parly a tenté de convaincre les États-Unis de ne pas se désengager du Sahel parce que les armées françaises ont besoin de leur soutien, notamment en matière de renseignement. Cette démarche illustre d'une certaine manière les faiblesses relatives de la France au Sahel.

## **Le temps des ravages ?**

L'Australie fait face en janvier 2020 à de [terribles incendies](#) qui résultent d'une période de sécheresse aggravée par de fortes chaleurs estivales. Elle a été contrainte de faire évacuer par la marine nationale une partie de la population des États de Victoria et de Nouvelles Galles du Sud. Le bilan est lourd à tous les égards. Une trentaine de victimes sont à déplorer des centaines de milliers d'animaux et plus de cent mille kilomètres carrés sont partis en fumée. C'est une véritable catastrophe pour le pays. La gestion de l'eau, confiée à des opérateurs privés qui font varier le prix selon l'offre et la demande, est décriée car elle conduit à réduire au maximum la consommation d'eau et donc contribue ainsi à assécher les sols et la flore. Ces territoires sont alors plus vulnérables aux incendies.

Le Kenya fait face en janvier 2020 à une invasion de criquets pèlerins qui met en péril ses futures récoltes. Ils ont déjà ravagé une dizaine de milliers d'hectares dans la partie septentrionale du pays. L'essaim s'étend sur plusieurs kilomètres et il ne reste rien après son passage. Ils compromettent tout l'écosystème et menacent donc la sécurité alimentaire d'une région déjà frappée par la sécheresse. Toute la corne de l'Afrique est concernée par ce fléau qui a sévi en Somalie et en Éthiopie. Cela fait penser aux plaies de l'Égypte biblique.

## **La Chine est l'épicentre d'une nouvelle épidémie**

La région de Wuhan est en janvier 2020 le point de départ d'une épidémie de la famille du SRAS (qui avait fait plusieurs centaines de victimes), un coronavirus. Les autorités ont pris de spectaculaires mesures confinant des villes de plusieurs dizaines de millions d'habitants, interdisant les fêtes du nouvel an chinois dans la capitale et limitant en partie les déplacements liés à cet événement. Déjà plus d'une centaine de victimes à déplorer.

Plusieurs cas de personnes infectées fin janvier 2020 par ce coronavirus sont enregistrés [en Asie](#), [en Europe](#) comme [en Amérique du Nord](#). [La Mongolie](#) décide de fermer sa frontière terrestre avec la Chine.

## **Mises en garde**

L'ONU met en garde la Birmanie de Aung San Suu Kiy, contre le risque de génocide à l'encontre de [la minorité musulmane des Rohingyas](#). La Cour internationale de justice (CIJ) demande à la Birmanie d'agir au plus vite et de tout mettre en œuvre pour éviter un possible génocide. Plus de sept cent mille Rohingyas ont été contraints de fuir la Birmanie, dans des conditions parfois très précaires.

En janvier 2020, c'est le soixante-quinzième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz par l'armée Rouge. Ce camp d'extermination sur le territoire du IIIe Reich symbolise plus que tous les autres la Shoah, ce génocide de la communauté juive perpétré par les nazis. Les commémorations se sont tenues, pour l'essentiel, en Israël, pays qui est indirectement né de la Shoah. Il ne faut oublier que l'humanité n'est pas à l'abri de l'horreur - le génocide perpétré par les khmers rouges au Cambodge entre 1975 et 1979 en est un tragique rappel - or l'oubli nous menace. La communauté juive se sent aujourd'hui menacée dans des pays européens, y compris en France, poussant certains au départ. La tragédie des Rohingyas en est une autre preuve.

## **Une baisse de la natalité est enregistrée dans certains pays**

Les États-Unis enregistrent leur plus faible indicateur de fécondité depuis trois décennies, et le seuil de remplacement des générations n'est pas atteint. L'une des explications réside dans l'accueil plus faible d'immigrants qui ont en général plus d'enfants que les populations installées depuis longtemps.

En France, l'année 2019 n'a enregistré que 753 000 naissances, un nombre en recul sur 2018, la fécondité s'établissant à 1,87 enfant par femme : le seuil du remplacement des générations (2,07) n'est pas atteint. Cette situation résulte peut-être d'un tassement du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants, d'une décennie « peu glorieuse » économiquement qui pourrait décourager d'avoir davantage d'enfants. Le géographe Gérard-François Dumont y voit aussi la modification de la politique familiale sous le président F. Hollande (2012-2017) qui dessert les classes moyennes et introduit le doute quant à la pérennité des prestations.

En Chine, l'assouplissement en 2015 de la politique de l'enfant unique ne porte pas les fruits

espérés. Moins de 15 millions de bébés sont nés en 2019, un chiffre en recul de 4% sur 2018. [La Chine connaît une crise démographique, la baisse du taux de natalité accélère le vieillissement du pays dans des proportions qui inquiètent le pouvoir.](#)

## Bonnes nouvelles

Les start-up françaises de la *French tech* sont parvenues à lever cinq milliards d'euros pour financer leurs besoins en matière d'innovation. Une bonne nouvelle, même si leurs homologues britanniques et allemandes font bien mieux.

Le dispositif « Choose France » a pour objectif d'améliorer l'attractivité du territoire français. Astra-Zeneca, géant de la pharmacie, annonce un investissement de 500 millions d'euros et la pérennisation de son site dunkerquois, au Nord de la France. Le croisiériste italien MSC, annonce une commande de quatre paquebots aux Chantiers de l'Atlantique.

Lille accueille en janvier 2020 la quatorzième édition du Forum international de Cybersécurité (FIC), créé par la gendarmerie nationale. Il est un forum de discussion sur les enjeux cyber, de sécurité numérique, mais aussi un salon qui accueille tous les professionnels du secteur. Ce FIC est devenu un événement de référence attendu par des milieux professionnels dont on mesure aujourd'hui mieux l'importance stratégique.

*Février 2020-Degans/Diploweb.com*

---

[Bénéficiez de la formation géopolitique des enseignants H-G au nouveau programme, enseignement de spécialité Géopolitique](#)

---

## Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par *Diploweb* pour la réussite aux concours.

. [Axelle Degans, "La synthèse de l'actualité internationale 2019. Réussite aux concours 2020 !", éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique, éd. Diploweb via Amazon"](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Géopolitique du monde de Trump. La stratégie du chaos ?" éd.](#)



## Diploweb via Amazon

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières" , éd. Diploweb via Amazon](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit".](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force".](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)

. [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)

. [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)

. [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)

. [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)

---

## **Bonus Culture géopolitique**

**Vidéo. G-F Dumont Quelles relations entre dynamiques des populations et perspectives stratégiques ?**

[Obtenez d'un clic la synthèse de cette conférence : pratique pour vos fiches !](#)

---

## **Plus**

**Pour personnaliser votre copie et votre oral, profitez de toutes les synthèses de conférences publiées par *Diploweb* !**

**n° [10](#) ; n° [9](#) ; n° [8](#) ; n° [7](#) ; n° [6](#) ; n° [5](#) ; n° [4](#) ; n° [3](#) ; n° [2](#), n° [1](#).**

---

**P.-S.**

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.